

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 26/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERDIPOLE

22 rue de Courcelles
75008 Paris

Références : Verdipole_Santes_RAPVI_0003802080_20230906
Code AIOT : 0003802080

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement VERDIPOLE implanté Zone Portuaire - 1^{ère} rue 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le contexte d'une opération ciblée visant à vérifier les prescriptions relatives aux émissions de poussières sur le port de Santes et dans les communes voisines. Le jour de la visite d'inspection, le climat était caractérisé par une période de sécheresse depuis plusieurs jours et les conditions météorologiques par la présence d'un vent d'intensité modérée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERDIPOLE
- Zone Portuaire - 1^{ère} rue 59211 Santes
- Code AIOT : 0003802080
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERDIPOLE est spécialisée dans le traitement biologique ou physico-chimique de matériaux issus de chantiers de dépollution des sols telles que des terres polluées.

La société Verdipole exploite notamment sur son site de Santes des installations de traitement de déchets non dangereux de capacité de traitement de 57 000 t/an (rubrique 3532 et 2791), de broyage concassage de produits minéraux ou déchets inertes (rubrique 2515), de transit de produits minéraux ou déchets non dangereux inertes (2517), de transit ou préparation de déchets non dangereux non inertes (2716) ainsi qu'une installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles (2719).

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 2022.

Avant cette autorisation, les activités du site relevait du régime de la déclaration. La déclaration initiale des installations a été réalisée le 18/06/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Opération ciblée envols des poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Envol des poussières | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a eu lieu dans le cadre d'un contrôle inopiné qui avait vocation à contrôler les prescriptions liées aux envols de poussières.

La visite d'inspection s'est déroulée sans incident et n'a révélée aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Envol des poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 6.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières |
| Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet |
| Prescription contrôlée: Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos. [...] |
| Constats : Le jour de la visite d'inspection, le climat était caractérisé par une période de sécheresse depuis plusieurs jours et les conditions météorologiques par la présence d'un vent d'intensité modérée. La visite d'inspection a permis de constater la présence de dispositifs d'arrosage à l'entrée du site sur les zones de circulation. L'exploitant indique que ce dispositif d'arrosage est réglé pour arroser toute les heures pendant les heures d'exploitation. L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier le déclenchement automatique du dispositif. Pour les zones non munies de dispositifs d'arrosage, l'exploitant a indiqué qu'il employait une méthode manuelle pour arroser les zones de circulation. Cette méthode consiste à remplir le godet d'une chargeuse et de verser l'eau à l'aide de cet engin. |
| Observations : la visite d'inspection a permis de constater une hauteur importante des stockages des matériaux. Ces stockages, bien qu'ils soient stabilisés, n'étant pas protégés des vents, peuvent être à l'origine d'envol de poussières. L'inspection demande à l'exploitant de revoir ses modalités de stockage afin que la hauteur de ces derniers ne soit pas trop importante. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |